



Capital & Idéologie (extraits)

I

L'inégalité n'est pas économique ou technologique : elle est idéologique et politique. Telle est sans doute la conclusion la plus évidente de l'enquête historique présentée dans ce livre. Autrement dit, le marché et la concurrence, le profit et le salaire, le capital et la dette, les travailleurs qualifiés et non qualifiés, les nationaux et les étrangers, les paradis fiscaux et la compétitivité, n'existent pas en tant que tels. Ce sont des constructions sociales et historiques qui dépendent entièrement du système légal, fiscal, éducatif et politique que l'on choisit de mettre en place et des catégories que l'on se donne. Ces choix renvoient avant tout aux représentations que chaque société se fait de la justice sociale et de l'économie juste, et des rapports de force politico-idéologiques entre les différents groupes et discours en présence. Le point important est que ces rapports de force ne sont pas seulement matériels : ils sont aussi et surtout intellectuels et idéologiques. Autrement dit, les idées et les idéologies comptent dans l'histoire. Elles permettent en permanence d'imaginer et de structurer des mondes nouveaux et des sociétés différentes. De multiples trajectoires sont toujours possibles.

Cette approche se distingue des nombreux discours conservateurs visant à expliquer qu'il existe des fondements « naturels » aux inégalités. De façon peu surprenante, les élites des différentes sociétés, à toutes les époques et sous toutes les latitudes, ont souvent tendance à « naturaliser » les inégalités, c'est-à-dire à tenter de leur donner des fondements naturels et objectifs, à expliquer que les disparités sociales en place sont (comme il se doit) dans l'intérêt des plus pauvres et de la société dans son ensemble, et qu'en tout état de cause leur structure présente est la seule envisageable, et ne saurait être substantiellement modifiée sans causer d'immenses malheurs.

L'expérience historique démontre le contraire : les inégalités varient fortement dans le temps et dans l'espace, dans leur ampleur comme dans leur structure, et dans des conditions et avec une rapidité que les contemporains auraient souvent peine à anticiper quelques décennies plus tôt. Il en

a parfois résulté des malheurs. Mais, dans leur ensemble, les diverses ruptures et processus révolutionnaires et politiques qui ont permis de réduire et de transformer les inégalités du passé ont été un immense succès, et sont à l'origine de nos institutions les plus précieuses, celles précisément qui ont permis que l'idée de progrès humain devienne une réalité (le suffrage universel, l'école gratuite et obligatoire, l'assurance-maladie universelle, l'impôt progressif). Il est très probable qu'il en aille de même à l'avenir. Les inégalités actuelles et les institutions présentes ne sont pas les seules possibles, quoi que puissent en penser les conservateurs, et elles seront appelées elles aussi à se transformer et à se réinventer en permanence.

Mais cette approche centrée sur les idéologies, les institutions et la diversité des trajectoires possibles se différencie également de certaines doctrines parfois qualifiées de « marxistes », selon lesquelles l'état des forces économiques et des rapports de production déterminerait presque mécaniquement la « superstructure » idéologique d'une société. J'insiste au contraire sur le fait qu'il existe une véritable autonomie de la sphère des idées, c'est-à-dire de la sphère idéologico-politique. Pour un même état de développement de l'économie et des forces productives (dans la mesure où ces mots ont un sens, ce qui n'est pas certain), il existe toujours une multiplicité de régimes idéologiques, politiques et inégalitaires possibles.

Par exemple, la théorie du passage mécanique du « féodalisme » au « capitalisme » à la suite de la révolution industrielle ne permet pas de rendre compte de la complexité et de la diversité des trajectoires historiques et politico-idéologiques observées dans les différents pays et régions du monde, en particulier entre régions colonisatrices et colonisées, comme d'ailleurs au sein de chaque ensemble, et surtout ne permet pas de tirer les leçons les plus utiles pour les étapes suivantes.

En reprenant le fil de cette histoire, on constate qu'il a toujours existé et qu'il existera toujours des alternatives. A tous les niveaux de développement, il existe de multiples façons de structurer un système économique, social et politique, de définir les relations de propriété, d'organiser un régime fiscal ou éducatif, de traiter un problème de dette publique ou privée, de réguler les relations entre les différentes communautés humaines, et ainsi de suite. Il existe toujours plusieurs voies possibles permettant d'organiser une société et les rapports de pouvoir et de propriété en son sein, et ces différences ne portent pas que sur des détails, tant s'en faut. En particulier, il existe plusieurs façons d'organiser les rapports de propriété au XXI^e siècle, et certaines peuvent constituer un dépassement du capitalisme bien plus réel que la voie consistant à promettre sa destruction sans se soucier de ce qui suivra.

L'étude des différentes trajectoires historiques et des multiples bifurcations inachevées du passé

est le meilleur antidote tout à la fois au conservatisme élitiste et à l'attentisme révolutionnaire du grand soir. Un tel attentisme dispense souvent de réfléchir au régime institutionnel et politique réellement émancipateur à appliquer au lendemain du grand soir, et conduit généralement à s'en remettre à un pouvoir étatique tout à la fois hypertrophié et indéfini, ce qui peut s'avérer tout aussi dangereux que la sacralisation propriétaire à laquelle on prétend s'opposer. Cette attitude a causé au XXe siècle des dégâts humains et politiques considérables, dont nous n'avons pas fini de payer le prix. Le fait que le postcommunisme (dans sa variante russe comme dans sa version chinoise, ainsi, dans une certaine mesure, que dans sa variante est-européenne, en dépit de tout ce qui différencie ces trois trajectoires) est devenu en ce début de XXIe siècle le meilleur allié de l'hypercapitalisme est la conséquence directe des désastres communistes stalinien et maoïste, et de l'abandon de toute ambition égalitaire et internationaliste qui en a découlé. Le désastre communiste a même réussi à faire passer au second plan les dégâts causés par les idéologies esclavagistes, colonialistes et raciales, ainsi que les liens profonds qui les rattachent à l'idéologie propriétaire et hypercapitaliste, ce qui n'est pas un mince exploit.

(...)

Le progrès humain, le retour des inégalités, la diversité du monde

Entrons maintenant dans le vif du sujet. Le progrès humain existe, mais il est fragile, et il peut à tout moment se fracasser sur les dérives inégalitaires et identitaires du monde. Le progrès humain existe : il suffit pour s'en convaincre d'observer l'évolution de la santé et de l'éducation dans le monde au cours des deux derniers siècles (...). L'espérance de vie à la naissance est passée d'environ 26 ans dans le monde en moyenne en 1820 à 72 ans en 2020. Au début du XIXe siècle, la mortalité infantile frappait autour de 20 % des nouveau-nés de la planète au cours de leur première année, contre moins de 1 % aujourd'hui. Si l'on se concentre sur les personnes atteignant l'âge de 1 an, l'espérance de vie à la naissance est passée d'environ 32 ans en 1820 à 73 ans en 2020.

On pourrait multiplier les indicateurs : la probabilité pour un nouveau-né d'atteindre l'âge de 10 ans, celle pour un adulte d'atteindre l'âge de 60 ans, celle pour une personne âgée de passer cinq ou dix ans de retraite en bonne santé. Sur tous ces indicateurs, l'amélioration de long terme est impressionnante. On peut certes trouver des pays et des époques où l'espérance de vie décline, y compris en temps de paix, comme l'Union soviétique dans les années 1970 ou les Etats-Unis dans les années 2010, ce qui en général n'est pas bon signe pour les régimes concernés. Mais sur la longue durée la tendance à l'amélioration est incontestable, dans toutes les parties du monde, quelles que

soient par ailleurs les limites des sources démographiques disponibles.

L'humanité vit aujourd'hui en meilleure santé qu'elle n'a jamais vécu ; elle a également davantage accès à l'éducation et à la culture qu'elle ne l'a jamais eu. L'Unesco n'existait pas au début du XIX^e siècle pour définir l'alphabétisation comme elle le fait depuis 1958, c'est-à-dire la capacité d'une personne « à lire et écrire, en le comprenant, un énoncé simple et bref se rapportant à sa vie quotidienne ». Les informations recueillies dans de multiples enquêtes et recensements permettent toutefois d'estimer qu'à peine 10 % de la population mondiale âgée de plus de 15 ans était alphabétisée au début du XIX^e siècle, contre plus de 85 % aujourd'hui. Là encore, des indicateurs plus fins, comme le nombre moyen d'années de scolarisation qui serait passé d'à peine une année il y a deux siècles à plus de huit années dans le monde aujourd'hui, et plus de douze années dans les pays les plus avancés, confirmeraient le diagnostic. A l'époque d'Austen et de Balzac, moins de 10 % de la population mondiale accédait à l'école primaire ; à celle d'Adichie et de Fuentes, plus de la moitié des jeunes générations des pays riches accèdent à l'université : ce qui était depuis toujours un privilège de classe devient ouvert à la majorité.

Pour prendre conscience de l'ampleur des transformations en jeu, il convient également de rappeler que la population humaine tout comme le revenu moyen ont été multipliés par plus de 10 depuis le XVIII^e siècle. La première est passée d'environ 600 millions en 1700 à plus de 7 milliards en 2020, alors que le second, autant que l'on puisse le mesurer, est passé d'un pouvoir d'achat moyen (exprimé en euros de 2020) d'à peine 80 euros par mois et par habitant de la planète autour de 1700 à environ 1 000 euros par mois en 2020. Il n'est pas certain toutefois que ces progressions quantitatives considérables, dont il est utile de rappeler qu'elles correspondent toutes deux à des rythmes de croissance annuelle moyenne d'à peine 0,8 %, cumulés il est vrai sur plus de trois siècles (preuve s'il en est qu'il n'est peut-être pas indispensable de viser une croissance de 5 % par an pour atteindre le bonheur terrestre), représentent des « progrès » en un sens aussi incontestables que ceux réalisés en termes de santé et d'éducation.

Dans les deux cas, l'interprétation de ces évolutions est ambiguë, et ouvre des débats complexes pour l'avenir. La croissance démographique reflète certes pour partie la chute de la mortalité infantile et le fait qu'un nombre croissant de parents a pu grandir avec des enfants en vie, ce qui n'est pas rien. Il reste qu'une telle hausse de la population, si elle se poursuivait au même rythme, nous conduirait à plus de 70 milliards d'humains dans trois siècles, ce qui ne semble ni souhaitable ni supportable par la planète. La croissance du revenu moyen reflète pour partie une amélioration bien réelle des conditions de vie (les trois quarts des habitants de la planète vivaient proches du

seuil de subsistance au XVIII^e siècle, contre moins d'un cinquième aujourd'hui), ainsi que des possibilités nouvelles de voyages, de loisirs, de rencontres et d'émancipation.

Il reste que les comptes nationaux mobilisés ici pour décrire l'évolution de long terme du revenu moyen, et qui depuis leur invention à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e siècle au Royaume-Uni et en France tentent de mesurer le revenu national, le produit intérieur brut et parfois le capital national des pays, posent de multiples problèmes. Outre leur focalisation sur les moyennes et les agrégats et leur absence totale de prise en compte des inégalités, ils ne commencent que trop lentement à intégrer la question de la soutenabilité et du capital humain et naturel. Par ailleurs, leur capacité à résumer en un indicateur unique les transformations multidimensionnelles des conditions de vie et du pouvoir d'achat sur des périodes aussi longues ne doit pas être surestimée.

De façon générale, les réels progrès réalisés en termes de santé, d'éducation et de pouvoir d'achat masquent d'immenses inégalités et fragilités. En 2018, le taux de mortalité infantile avant 1 an était inférieur à 0,1 % dans les pays européens, nord-américains et asiatiques les plus riches, mais ils atteignaient quasiment 10 % dans les pays africains les plus pauvres. Le revenu moyen mondial atteignait certes 1 000 euros par mois et par habitant, mais il était d'à peine 100-200 euros par mois dans les pays les plus pauvres, et dépassait les 3 000-4 000 euros par mois dans les pays les plus riches, voire davantage dans quelques micro-paradis fiscaux que d'aucuns soupçonnent (non sans raison) de voler le reste de la planète, quand il ne s'agit pas de pays dont la prospérité s'appuie sur les émissions carbone et le réchauffement à venir. Certains progrès ont bien eu lieu, mais cela ne change rien au fait qu'il est toujours possible de mieux faire, ou en tout état de cause de s'interroger sérieusement à ce sujet, plutôt que de se complaire dans un sentiment de béatitude face aux succès du monde.

Surtout, ce progrès humain moyen incontestable, si l'on compare les conditions de vie en vigueur au XVIII^e siècle et au début du XXI^e, ne doit pas faire oublier que cette évolution de très long terme s'est accompagnée de phases terribles de régression inégalitaire et civilisationnelle. Les « Lumières » euro-américaines et la révolution industrielle se sont appuyées sur des systèmes extrêmement violents de dominations propriétaire, esclavagistes et coloniales, qui ont pris une ampleur historique sans précédent au cours des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles, avant que les puissances européennes s'effondrent elles-mêmes dans une phase d'autodestruction génocidaire entre 1914 et 1945. Ces mêmes puissances se sont ensuite vu imposer les décolonisations dans les années 1950-1960, au moment où les autorités étatsuniennes finissaient par étendre les droits civiques aux descendants d'esclaves.

Les craintes d'apocalypse atomique liées au conflit communisme-capitalisme étaient à peine oubliées, après l'effondrement soviétique de 1989-1991, et l'apartheid sud-africain était à peine aboli en 1991-1994, que le monde entrait à partir des années 2000-2010 dans une nouvelle torpeur, celle du réchauffement climatique et d'une tendance générale au repli identitaire et xénophobe, tout cela dans un contexte de remontée inédite des inégalités socio.économiques à l'intérieur des pays depuis les années 1980-1990, dopée par une idéologie néopropriétaire particulièrement radicale. Prétendre que tous ces épisodes observés depuis le XVIIIe siècle jusqu'au XXIe siècle étaient nécessaires et indispensables pour que le progrès humain se réalise n'aurait guère de sens. D'autres trajectoires et régimes inégalitaires étaient possibles, d'autres trajectoires et d'autres régimes plus égalitaires et plus justes sont toujours possibles.

S'il y a bien une leçon à retenir de l'histoire mondiale des trois derniers siècles, c'est que le progrès humain n'est pas linéaire, et que l'on aurait bien tort de faire l'hypothèse que tout ira toujours pour le mieux, et que la libre compétition des puissances étatiques et des acteurs économiques suffirait à nous conduire comme par miracle à l'harmonie sociale et universelle. Le progrès humain existe, mais il est un combat, et il doit avant tout s'appuyer sur une analyse raisonnée des évolutions historiques passées, avec ce qu'elles comportent de positif et de négatif.

(...)

De la justification de l'inégalité dans les sociétés de propriétaires

Au fond, l'argument formulé par l'idéologie propriétaire, de façon implicite dans les déclarations de droits et les Constitutions, et de façon beaucoup plus explicite dans les débats politiques autour de la propriété qui eurent lieu au cours de la Révolution française et tout au long du XIXe siècle, peut se résumer de la façon suivante. Si l'on commence à remettre en cause les droits de propriété acquis dans le passé et leur inégalité, au nom d'une conception de la justice sociale certes respectable, mais qui inévitablement sera toujours imparfaitement définie et acceptée, et ne pourra jamais faire totalement consensus, ne risque-t-on pas de ne pas savoir où arrêter ce dangereux processus ? Ne risque-t-on pas d'aller tout droit vers l'instabilité politique et le chaos permanent, ce qui finira par se retourner contre les plus modestes ? La réponse propriétaire intransigeante est qu'il ne faut pas courir un tel risque, et que cette boîte de Pandore de la redistribution des propriétés ne doit jamais être ouverte.

Ce type d'argumentation est présent en permanence lors de la Révolution française, et il explique nombre des ambiguïtés et des hésitations observées, en particulier entre les approches « historiques » et « linguistiques » des droits anciens et de leur retranscription en droits de propriété nouveaux. Si l'on remet en cause les corvées et les lods [droits féodaux], ne risque-t-on pas de remettre aussi en cause les loyers et l'ensemble des droits de propriété ?

Nous retrouverons ces arguments dans les sociétés de propriétaires du XIXe siècle et du début du XXIe siècle, et nous verrons qu'ils jouent toujours un rôle fondamental dans le débat politique contemporain, en particulier avec le retour en force d'un discours néopropriétaire depuis la fin du XXe siècle.

La sacralisation de la propriété privée est au fond une réponse naturelle à la peur du vide. A partir du moment où l'on abandonne le schéma trifonctionnel, qui proposait des solutions permettant d'équilibrer le pouvoir des guerriers et celui des clercs, et qui reposait dans une large mesure sur une transcendance religieuse (indispensable pour assurer la légitimité des clercs et de leurs sages conseils), il faut trouver des réponses nouvelles permettant de garantir la stabilité de la société. Le respect absolu des droits de propriété acquis dans le passé fournit une transcendance nouvelle permettant d'éviter le chaos généralisé et de remplir le vide laissé par la fin de l'idéologie trifonctionnelle. La sacralisation de la propriété est d'une certaine façon une réponse à la fin de la religion comme idéologie politique explicite.

Sur la base de l'expérience historique, et de la construction d'un savoir rationnel fondé sur ces expériences, il me semble qu'il est possible de dépasser cette réponse certes naturelle et compréhensible, et en même temps quelque peu nihiliste et paresseuse, et peu optimiste sur la nature humaine. Je vais essayer dans ce livre de convaincre le lecteur que l'on peut s'appuyer sur les leçons de l'histoire pour définir une norme de justice et d'égalité plus exigeante en matière de régulation et de répartition de la propriété que la simple sacralisation des droits issus du passé, une norme qui certes ne peut qu'être évolutive et ouverte à la délibération permanente, mais qui n'en est pas moins plus satisfaisante que l'option commode consistant à prendre comme données les positions acquises et à naturaliser les inégalités ensuite produites par le « marché ». C'est d'ailleurs sur cette base pragmatique, empirique et historique que se sont développées les sociétés sociales-démocrates au XXe siècle (qui, malgré toutes leurs insuffisances, ont démontré que l'inégalité patrimoniale extrême du XIXe siècle n'était aucunement indispensable pour assurer la stabilité et la prospérité, bien au contraire), et que peuvent se construire des idéologies et des mouvements politiques novateurs en ce début de XXIe siècle.

La grande faiblesse de l'idéologie propriétaire est que les droits de propriété issus du passé posent souvent de sérieux problèmes de légitimité. Nous venons de le voir avec la Révolution française, qui transforma sans coup férir des corvées en loyers, et nous retrouverons cette difficulté à de nombreuses reprises, en particulier avec la question de l'esclavage et de son abolition dans les colonies françaises et britanniques (où l'on décida qu'il était indispensable de dédommager les propriétaires, et non pas les esclaves), ou bien encore avec celle des privatisations postcommunistes et des pillages privés de ressources naturelles. Plus généralement, le problème est que, indépendamment de la question des origines violentes ou illégitimes des appropriations initiales, des inégalités patrimoniales considérables, durables et largement arbitraires tendent à se reconstituer en permanence, dans les sociétés hypercapitalistes modernes, comme d'ailleurs dans les sociétés anciennes.

Il n'en reste pas moins que la construction d'une norme de justice acceptable par le plus grand nombre pose des problèmes considérables, et nous ne pourrions véritablement traiter de cette question complexe qu'à l'issue de notre enquête, après l'examen des différentes expériences historiques disponibles, et en particulier des expériences cruciales du XXe siècle en matière de progressivité fiscale, et plus généralement de redistribution des propriétés, qui ont apporté la démonstration historique matérielle que l'inégalité extrême n'avait rien d'indispensable, ainsi que des connaissances concrètes et opérationnelles sur les niveaux d'égalité et d'inégalité qui pouvaient être envisagés a minima. En tout état de cause, l'argument propriétaire fondé sur le besoin de stabilité institutionnelle doit être pris au sérieux et être évalué précisément, au moins autant que l'argument méritocratique insistant davantage sur le mérite individuel, argument qui joue un rôle sans doute moins central dans l'idéologie propriétaire du XIXe siècle que dans la reformulation néopropriétaire en vigueur depuis la fin du XXe siècle. Nous aurons largement l'occasion de revenir sur ces différents développements politico-idéologiques.

De façon générale, l'idéologie propriétaire dure doit être analysée pour ce qu'elle est : un discours sophistiqué et potentiellement convaincant sur certains points (car la propriété privée, correctement redéfinie dans ses limites et dans ses droits, fait effectivement partie des dispositifs institutionnels permettant aux différentes aspirations et subjectivités individuelles de s'exprimer et d'interagir de façon constructive), et en même temps une idéologie inégalitaire qui, dans sa forme la plus extrême et la plus dure, vise simplement à justifier une forme particulière de domination sociale, souvent de façon excessive et caricaturale.

De fait, il s'agit d'une idéologie bien pratique pour ceux qui se trouvent tout en haut de l'échelle, aussi bien en ce qui concerne l'inégalité entre individus que l'inégalité entre nations. Les individus

les plus riches y trouvent des arguments pour justifier leur position vis-à-vis des plus pauvres, au nom de leur effort et de leur mérite, mais aussi au nom du besoin de stabilité dont bénéficiera la société tout entière. Les pays les plus riches peuvent également y trouver des raisons pour justifier leur domination sur les plus pauvres, au nom de la supériorité supposée de leurs règles et institutions. Le problème est que ces arguments et les éléments factuels présentés par les uns et les autres pour les étayer ne sont pas toujours très convaincants. Mais, avant d'analyser ces développements et ces crises, il importe de commencer par étudier l'évolution des sociétés de propriétaires au XIXe siècle, en France et dans les autres pays européens, à l'issue de ce moment fondateur et ambigu que fut la Révolution française.

(économiste, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur à l'École d'économie de Paris, et par ailleurs chroniqueur au « Monde »)

Capital et idéologie

de Thomas Piketty

Seuil, 1 232 pages, 25 euros